

France: Solidarité avec nos collègues des universités

Samedi, 07. mars 2020

De: SSP Hautes Écoles



Manifestation d'enseignant-e-s-chercheuses-eurs le 21 février 2020, à Marseille Crédits : Nicolas Vallauri

Le monde de la recherche en France est mobilisé depuis plusieurs semaines contre une nouvelle loi, dite de « programmation pluriannuelle de la recherche » (LPPR). Plusieurs revues se sont mises en grève, de même que de nombreux laboratoires, dans un mouvement d'une ampleur inédite. Le SSP Hautes Écoles souhaite exprimer sa solidarité avec ses collègues français de l'enseignement supérieur et de la recherche et dénonce les mesures prises par le gouvernement.

Le monde de la recherche en France est mobilisé depuis plusieurs semaines contre une nouvelle loi, dite de « programmation pluriannuelle de la recherche » (LPPR). Plusieurs revues se sont mises en grève, de même que de nombreux laboratoires, dans un mouvement d'une ampleur inédite. Cette loi n'est que la dernière attaque en date menée par le gouvernement contre l'enseignement supérieur et la recherche. Elle fait suite à l'introduction du programme « parcoursup » en 2018, qui a mis fin définitivement à la relative égalité qui existait dans l'accès à l'université, puis à l'augmentation scélérate des taxes d'études pour les seul-e-s étudiant-e-s étrangers-ères. Celle-ci a quant à elle réalisé le vieux rêve de la droite de faire payer les universités par les étudiant-e-s et non par les impôts, ce qui signifie, si l'opération est poursuivie, rien que moins que la destruction du service public de l'enseignement supérieur.

La LPPR vise sans surprise à « mettre en concurrence » les chercheurs et les chercheuses, en ne réservant les nouveaux crédits promis qu'aux plus « méritant-e-s ». Le projet est tellement caricatural que le président du CNRS, dans un de ces moments de vérité qui éclatent lorsque les barrières enjoignant à l'euphémisme tombent, s'est réjoui d'une réforme « inégalitaire et darwinienne » (dans une tribune signée dans *Les Échos* le 26 novembre 2019)... On ne saurait

être plus clair, y compris dans les connotations fascisantes véhiculées par l'idée que la lutte de tou-te-s contre tou-te-s serait vertueuse.

L'université française repose, pour ses tâches d'enseignement, sur des milliers de vacataires très mal payé-e-s, sans aucune protection, taillable et corvéables à merci ou presque. Le mouvement actuel a permis à certain-e-s de dénoncer publiquement leurs conditions de travail, le statut indigne qui leur est réservé et la part substantielle de bénévolat qui leur est demandée et qui fait tourner les universités au quotidien.

Ce que nos collègues français-ses dénoncent aussi, c'est le principe du financement par projet. Nous l'attaquons nous-mêmes depuis des lustres, en rappelant que, bien loin de dynamiser la recherche et la connaissance, il les détruit. Mais cette vessie continue à être prise pour une lanterne, en-deçà comme au-delà du Doubs d'ailleurs. La seule manière de financer efficacement la recherche, c'est de le faire grâce à des postes stables, pérennes, et en laissant aux chercheurs-euses le soin de construire leurs propres projets de recherche. On a calculé que les milliers d'heures de travail accumulées pour déposer les projets refusés par le programme européen Horizon 2020 ont coûté aux universités du continent environ 1,4 milliards d'euros. Le financement par projet n'est pas une usine à Nobel, c'est un immense gaspillage d'argent public !

Le gouvernement Macron nous a habitué-e-s, depuis qu'il est au pouvoir, à mener une politique totalement archaïque. Ses conseillers vont voir ce qui n'a pas fonctionné aux États-Unis il y a des années et cherchent à l'implanter en France. Le ridicule ne tue pas, mais les politiques mises en place oui, comme l'immolation d'un étudiant à Lyon en novembre 2019 ou le suicide d'une directrice d'école un peu plus d'un mois plus tôt l'ont tragiquement rappelé.

Article publié dans la "Lettre d'information Hautes Écoles" n°13, à découvrir bientôt sur notre site.